

S.A.S au capital de 316 000 €
RCS Orléans 087180089
N° TVA Intracommunautaire :
FR 52 087 180 089

Siège social :

01000451673
135, rue André Malraux
ZAC du Logis
Tél : 02 38 50 36 41

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT CENTRE VAL DE LOIRE

Association

6 Ter Rue de l'Abbé Pasty

45400 Fleury les Aubrais

EXERCICE 2023

Clos le 31 Décembre 2023

RAPPORT D'OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

PRESENTE PAR

la S.A.S. Michel CREUZOT Audit

Société de Commissaires aux Comptes



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE 2023

Clos le 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT CENTRE VAL DE LOIRE** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2023**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à notre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels.

Nos travaux ont consisté à vérifier les assertions de flux, de solde et de présentation concernant les subventions octroyées à votre association.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.


Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé





d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

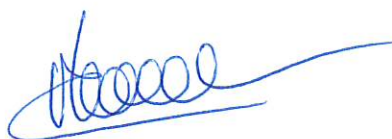
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Olivet, le 14 Mai 2024

**Le Commissaire aux Comptes,
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre,**

S.A.S Michel CREUZOT Audit



Nathalie BONNET
Commissaire aux Comptes
Directeur Général

BILAN

Actif

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires	10 246	10 246		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage indus.				
Autres immobilisations corporelles	20 141	13 639	6 502	3 567
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	2 000		2 000	2 000
Autres titres immobilisés	92		92	92
Prêts	30 000		30 000	
Autres immobilisations financières	601		601	601
Total I	63 079	23 885	39 194	6 260
Stocks et en-cours				
Stock et en-cours				
Créances				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances clts., adhérs., usagers et cpt. Rattachés	869 455	25 386	844 068	755 694
Autres créances	367 262		367 262	213 343
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	525 463		525 463	477 198
Charges constatées d'avance	177 384		177 384	27 571
Total II	1 939 563	25 386	1 914 177	1 473 806
Frais d'émission des emprunts III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	2 002 642	49 271	1 953 371	1 480 066
Rubriques	Montant brut	Montant net N		
Engagements reçus				
Legs nets à réaliser :				
Acceptés par les organismes stat. compétents ;				
Autorisés par l'organisme de tutelle ;				
Dons en nature restant à vendre.				

Passif		
Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise statutaires		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	95 000	105 000
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	42 034	42 034
Autre		
Report à nouveau	265 249	173 479
Excédent ou déficit de l'exercice	9 729	91 770
Situation nette (sous total)	412 012	412 283
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	412 012	412 283
Fonds dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés	15 000	9 333
Total II	15 000	9 333
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	57 197	39 706
Total III	57 197	39 706
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	42 264	65 922
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	642 306	373 668
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	116 243	94 003
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	181 698	144 184
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	486 650	340 966
Total IV	1 469 162	1 018 743
Ecart de conversion (passif) (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	1 953 371	1 480 066

BILAN ASSOCIATION COMPARATIF

Actif						
Rubriques		% du poste	% de l'actif		% du poste	% de l'actif
Immobilisations incorporelles		0%	0%		0%	0%
Immobilisations corporelles	6 502	17%	0%	3 567	57%	0%
Immobilisations financières	32 692	83%	2%	2 692	43%	0%
Actif immobilisé	39 194	100%	2%	6 260	100%	0%
Stocks		0%	0%		0%	0%
Créances	1 211 331	70%	62%	969 037	67%	65%
Disponibilités	525 463	30%	27%	477 198	33%	32%
Actif circulant	1 736 793	100%	89%	1 446 235	100%	98%
Comptes de régularisation	177 384	100%	9%	27 571	100%	2%
TOTAL ACTIF	1 953 371		100%	1 480 066		100%

Passif						
Rubriques		% du poste	% du passif		% du poste	% du passif
Fonds propres	307 283	75%	16%	215 513	52%	15%
Résultat de l'exercice	9 729	2%	0%	91 770	22%	6%
Autres fonds associatifs	95 000	23%	5%	105 000	25%	7%
Capitaux propres	412 012	100%	21%	412 283	100%	28%
Fonds dédiés	15 000	100%	1%	9 333	100%	1%
Provisions pour risques et charges	57 197	100%	3%	39 706	425%	3%
Emprunts et dettes financières	42 264	4%	2%	65 922	10%	4%
Autres dettes	940 247	96%	48%	611 855	90%	41%
Dettes	982 512	100%	50%	677 778	100%	46%
Comptes de régularisation passif	486 650	100%	25%	340 966	100%	23%
TOTAL PASSIF	1 953 371		100%	1 480 066		100%

COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations	20 833	20 826
Ventes de biens et services		
Vente de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	1 480 052	1 276 966
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	612 194	520 468
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	9 643	10 149
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		5 000
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	283 137	288 333
Utilisation des fonds dédiés	7 333	
Autres produits	42	50
Total (I)	2 413 234	2 121 791
Participations		
Autres valeurs mobilières et créances d'actif		
Autres intérêts et produits assimilés	2 291	1 080
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	2 291	1 080
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	13 937	18 831
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total (III)	13 937	18 831
Total des produits (I+II+III)	2 429 462	2 141 703
Solde débiteur = Déficit		
Total général	2 429 462	2 141 703
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	1 396 055	1 240 894
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	49 890	34 477
Salaires et traitements	695 424	583 439
Charges sociales	215 161	172 211
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 686	2 302

Dotations aux provisions	33 398	2 721
Report en fonds dédiés	15 000	9 333
Autres charges	314	766
Total (I)	2 407 928	2 046 143
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	827	1 256
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	827	1 256
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	10 978	2 533
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total (III)	10 978	2 533
Participation salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)		
Total des charges (I+II+III)	2 419 733	2 049 932
Solde créditeur = Excédent	9 729	91 770
Total général	2 429 462	2 141 703

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
MONTANT TOTAL DES RESSOURCES		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
MONTANT TOTAL DES EMPLOIS		

COMPTES DE RESULTAT COMPARATIF

Rubriques	N	N-1	Variation
Cotisation	20 833	20 826	7
Vente de biens			
Ventes de prestations de service	1 480 052	1 276 966	203 087
Production stockée			
Production immobilisée			
Produits de tiers financeurs	621 837	530 617	91 220
Ressources liées à la générosité du public		5 000	(5 000)
Contributions financières			
Reprise sur provisions, amortissements et transfert de charge	283 137	288 333	(5 196)
Utilisation des fonds dédiés	7 333		7 333
Autres produits	42	50	(9)
Produits d'exploitation	2 413 234	2 121 791	291 442
Achats de marchandises (et droits de douanes)			
Variations de stock de marchandises			
Autres achats et charges externes	1 396 055	1 240 894	155 161
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés	49 890	34 477	15 413
Salaires et traitements	695 424	583 439	111 985
Charges sociales	215 161	172 211	42 950
Dotations aux amortissements et provisions	36 084	5 023	31 062
Report en fonds dédiés	15 000	9 333	5 667
Autres charges	314	766	(452)
Charges d'exploitation	2 407 928	2 046 143	361 785
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	5 306	75 648	(70 343)
Produits financiers	2 291	1 080	1 210
Produits exceptionnels	13 937	18 831	(4 894)
Charges financières	827	1 256	(430)
Charges exceptionnelles	10 978	2 533	8 445
Impôt sur les bénéfices			
BÉNÉFICE OU PERTE	9 729	91 770	(82 042)

Objet social

La **LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DU CENTRE**, fondée en 1981, a pour but, au service de l'idéal laïque, démocratique et républicain, de contribuer au progrès de l'éducation sous toutes ses formes.

Mouvement d'éducation populaire, elle invite les femmes et les hommes à débattre et agir afin :

1. de permettre à chacun de comprendre la société où il vit, de s'y situer, de s'y exprimer et d'agir en citoyen afin de favoriser à tous les niveaux politiques le développement d'une vie démocratique laïque, soucieuse de justice sociale et attachée à la paix.
2. de développer toutes les initiatives collectives et associatives favorisant l'épanouissement le plus large des personnes par un égal accès de tous à l'éducation, à la formation, à la vie professionnelle, à la culture, à la communication, au sport, aux vacances et aux loisirs.
3. de faire vivre la laïcité, principe constitutionnel et valeur universelle qui implique la reconnaissance de l'égale dignité de chaque être humain, par une action permanente :
 - pour garantir la liberté de conscience, la liberté de culte, la liberté de pensée et l'organisation républicaine des pouvoirs publics assurant le pluralisme des convictions, la liberté d'expression et l'égalité en droit de tous les citoyens,
 - pour combattre les inégalités et toutes les formes de discriminations, notamment en raison de l'origine ethnique ou nationale, de la religion ou des convictions, du sexe, de l'âge, du handicap, de l'orientation sexuelle.

Dès lors, elle s'interdit toute action partisane dans le domaine politique ou dans le domaine religieux.

Missions sociales

Pour atteindre les buts définis, la LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DU CENTRE met en œuvre des actions dans les domaines de l'éducation, de la formation, de l'action culturelle, sportive, touristique et sociale, en ce qu'elles favorisent sur le territoire régional une réelle garantie des droits civils et politiques, économiques et sociaux, des libertés fondamentales et du progrès de la démocratie. Elle se donne pour mission :

- D'élaborer et de conduire un projet régional et un programme d'actions.
- De porter une parole politique dans l'espace public régional.
- De représenter la Ligue de l'Enseignement auprès des instances et des pouvoirs publics régionaux.
- D'organiser sa représentation et sa participation dans les coordinations et instances régionales.
- De favoriser les coordinations et échanges inter fédéraux.
- De mutualiser et d'optimiser les moyens humains, financiers et organisationnels.

Moyens mis en œuvre et ressources

Pour mettre en œuvre ses missions définies :

- Elle peut recourir à tous moyens d'action qui permettent d'atteindre légalement les buts et missions fixés dans les présents statuts, notamment : organisation de congrès, colloques, séminaires, études et recherches, édition de publications, organisation d'expositions, de spectacles ..., conseil, aide et formation de cadres pour le développement et la coordination des associations diverses contribuant à la réalisation de ses buts, appel à la générosité, achat, location de biens, meubles et immeubles nécessaires à l'accomplissement de son objet et gestion de tous services y contribuant à titre onéreux ou gratuit ainsi que la vente de biens et de produits permettant de l'atteindre.
-

- Pour développer les activités physiques, sportives et de plein air, dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur, sont constitués en son sein un comité régional UFOLEP et un comité régional USEP.
- Elle peut se doter, sur proposition du conseil d'administration et décision de l'assemblée générale, de structures adéquates pour gérer un domaine d'activité déterminé dès lors qu'il s'inscrit dans le cadre de son objet social.
- Le règlement intérieur précise, en tant que de besoin, la nature de ces structures, leur insertion dans la région et les modalités de participation à leur fonctionnement.

VARIATION DES FONDS PROPRES ASSOCIATIFS

Rubriques	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	105 000				105 000
Ecart de réévaluation					
Réserves	42 034				42 034
Report à nouveau	173 479		91 770		265 249
Excédent ou déficit de l'exercice	91 770		9 729	91 770	9 729
Situation nette	412 283		101 499	91 770	422 012
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	412 283		101 499	91 770	422 012

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION, CONTRIBUTIONS FINANCIERES ET RESSOURCES LIEES A LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Ressources provenant de la générosité du public, des legs et des donations affectés							
Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation (1)							
Subvention DRAJES - VOLONT'R	4 000		4 000			0	
Subvention DRAJES - VIE ASSOCIATIVE IMPACT EMPLOI	5 333		5 333	2 000		0	
Subvention DRAJES - VOLONT'R		9 000				9 000	
Subvention REGION CENTRE - VSLE ETUDE AZAY LE FERRON		6 000				6 000	
Sous total	9 333	15 000	9 333	2 000	0	15 000	0
Contributions financières d'autres organismes (1)							
Sous total	0	0	0	0	0	0	0
Ressources liées à la générosité du public (1)							
Sous total	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	9 333	15 000	9 333	2 000	0	15 000	0

ACQUISITIONS DES IMMOBILISATIONS

Comptes	Nature des immobilisations	Montant	Taux d'amortissement	Durée d'amortissement
2183000000	HP ELIBTEBOOK 820 G3/ECRAN LA2206/STATION	420	33%	36
2183000000	HP ELITEBOOK 840 G3 CORE I5 -256 GO SSD - HUB	344	33%	36
2183000000	HP 15-FC0071NF AMD RYZEN HUB -3 UNITES	1 944	33%	36
2183000000	PC PORTABLE FUJITSU LIFEBOOK U7312 - 1 UNITE	1 259	33%	36
2183000000	PC PORTABLE ASUS P1702ZA-AU184X - 2 UNITES	1 654	33%	36
TOTAL		5 621		

VENTILATION DE L'EFFECTIF DE L'ASSOCIATION

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunérées directement par l'association.

Par personnel mis à disposition, on entend personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté par l'association.

Rubriques	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Ingénieurs et cadres	5,00	
Agents de maîtrise et techniciens	17,00	
Employés	1,00	
Ouvriers		
TOTAL	23,00	

PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,
- Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

Constructions	20 ans
Agencements et aménagements des	10 ans
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériels et outillage industriels	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans

Engagements de départ à la retraite :

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- Données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- Taux d'actualisation retenu à 3.17%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 57 197 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Au 31 Décembre 2023, les fonds dédiés comptabilisés s'élèvent à 15 000 euros.

Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice n'a pas fait l'objet d'une évaluation au 31/12/2023. En effet, l'action des bénévoles se limite aux réunions statutaires du Conseil d'administration, du bureau, des commissions et de l'assemblée générale.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Engagements hors bilan

Les engagements donnés sont les suivants :

- Prêt 95 000 € : Caution de la société FRANCE ACTIVE GARANTIE pour un montant de 12 679.28 €

Fonds associatifs avec droit de reprise

L'association a bénéficié de la part des 6 fédérations de la Région Centre d'un apport au fonds associatif avec droit de reprise de 12 500 euros chacune soit un total de 75 000 euros. Les motifs de reprise de ces apports sont énoncés dans les conventions de partenariat établies avec chaque apporteur.

Rémunérations et avantages en nature des 3 plus hauts cadres salariés et bénévoles

Pour des raisons de confidentialité, cette information n'est pas communiquée.

CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	42 264
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	642 306
Dettes fiscales et sociales	116 243
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	166 964
TOTAL	967 777

PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	887 989
- Autres créances	335 615
<i>dont avoirs à recevoir</i>	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	525 463
TOTAL	1 749 067

TRANSFERT DE CHARGES

Rubrique	Montant
Transferts de charges d'exploitation	
Refacturation investissement logiciels	1 557
Mise à dispo de personnel	208 205
Refacturation de frais	57 659
Refacturation Frais de déplacements/Réception	7 500
Remboursement Uniformation	6 637
Remboursement sinistre assurance	259
Sous total Exploitation	281 817
Transferts de charges financières	
Sous total Financières	
Transferts de charges exceptionnelles	
Sous total Exceptionnelles	
TOTAL	281 817

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	39 706	17 491		57 197
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL	39 706	17 491		57 197

Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	10 802	15 904	1 320	25 386
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	10 802	15 904	1 320	25 386
TOTAL GÉNÉRAL	50 508	33 395	1 320	82 583

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	2 000		2 000
Prêts	30 000	24 000	6 000
Autres immobilisations financières	601		601
Total de l'actif immobilisé	32 601	24 000	8 601
Clients douteux ou litigieux	25 386	25 386	
Autres créances clients	862 603	862 603	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	363	363	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	877	877	
Etat – Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés	116 681	116 681	
Etat – Divers	216 395	216 395	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	1 299	1 299	
Total de l'actif circulant	1 223 604	1 223 604	
Charges constatées d'avance	177 384	177 384	
TOTAL	1 433 589	1 424 988	8 601

Etat des dettes

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	42 264	24 015	18 249	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	642 306	642 306		
Personnel et comptes rattachés	47 122	47 122		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	64 670	64 670		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	4 451	4 451		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	197 254	197 254		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	486 650	486 650		
TOTAL	1 484 718	1 466 469	18 249	

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Immobilisations				
Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	10 246			10 246
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel				
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique et mobilier	14 520	5 621		20 141
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	14 520	5 621		20 141
Participations	2 000			2 000
Autres titres immobilisés	92			92
Prêts et autres immobilisations financières	601	34 000	4 000	30 601
Total des immobilisations financières	2 692	34 000	4 000	32 692
TOTAL	27 459	39 621	4 000	63 079

Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	10 246			10 246
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat de bureau et informatique, mobilier	10 953	2 686		13 639
Emballages récupérables et divers				
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	10 953	2 686		13 639
TOTAL	21 199	2 686		23 885

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Rubriques	Charges	Produits
Charges constatées d'avance	177 384	
Produits constatés d'avance		224 696
Produits Constatés d'avance Subventions		261 954
TOTAL	177 384	486 650

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Suivi des subventions affectées

Rubriques	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours de l'exercice B	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restants à engager en fin d'exercice A-B+C
TOTAL					

Concours publics et subventions

Rubriques	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF/MSA	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation	148 341	152 593	143 408		167 851	612 193
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
TOTAL						612 193